

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !
Vive la Guerre Populaire !

Parti Unifié des Communistes haïtiens

La société haïtienne et sa configuration économique-sociale

1971

La formation économique-sociale haïtienne est en premier lieu une formation dominée par l'impérialisme et intégrée dans son système de domination.

Elle manifeste dans sa configuration économique, dans sa structure de classe, dans l'idéologie des classes dominantes, dans son système d'organisation sociale, dans ses institutions politiques, des marques de l'emprise du capitalisme mondial exercée historiquement sur notre pays et qui lui confère aujourd'hui sa place dans la division internationale du travail imposée par la puissance hégémonique du capitalisme monopoliste.

La domination impérialiste sur Haïti historiquement déterminée s'exerce dans tous les domaines de l'activité économique, sociale, culturelle et politique.

Dans le domaine économique, l'impérialisme a modelé la production haïtienne selon ses besoins.

Notre pays produit du café, du sucre, du coton pour le marché du capitalisme mondial; il a produit du campêche, du gaïac ou du sisal quand l'impérialisme en avait besoin.

Il exporte selon la volonté de l'impérialisme du minerai d'aluminium, du cuivre et de l'or, de la viande de bœuf, de la main-d'œuvre bon marché, du sang humain et des cadavres.

Sa production industrielle rachitique dépend dans sa plus grande partie des capitaux impérialistes.

La structure industrielle correspond exactement aux besoins en matière première de l'impérialisme et à la nécessité d'utiliser une main-d'œuvre bon marché, afin de diminuer les coûts de production et augmenter ses taux de profit dans le cadre de la concurrence capitaliste.

La production se réalise dans les limites de la dépendance de notre pays vis-à-vis de l'impérialisme mondial.

Le Commerce est essentiellement orienté par et pour le marché du capitalisme mondial, soit qu'il s'agisse de trouver des débouchés pour la production agricole et industrielle soit qu'il s'agisse de pourvoir en produits manufacturés le marché interne.

L'exportation représente la plus grande part des transactions commerciales en Haïti et les revenus d'exportation participent de façon considérable au processus de circulation monétaire au sein de l'économie.

Le capital marchand est donc en grande partie tributaire de l'impérialisme, et les sphères marchandes directement liées à l'impérialisme acquièrent une importance encore plus grande vu le rachitisme de la production du marché local et la faiblesse du capitalisme agraire et industriel.

La domination impérialiste gouverne aussi les mécanismes financiers et monétaires.

La banque et la monnaie sont soumises à la volonté étrangère qui opère au moyen de prêts, d'avances à court terme, de taux élevés d'intérêts et qui alterne donation et pression pour parvenir à l'assujettissement total aux diktats des forces de domination.

La domination impérialiste, faisant d'Haïti une société dépendante, lui confère en même temps dans la division internationale du travail une place correspondant au développement de ses forces productives.

Le mode de production en vigueur dans notre économie historiquement déterminée correspond à une étape pré-capitaliste.

Le mode capitaliste de production s'étend à des secteurs restreints de l'économie tant au point de vue de leur participation dans la constitution du produit social que de leur poids dans la force de travail occupée.

L'industrie représente à peine 15% du produit social et occupe moins de 12% de la population active. Le mode de production capitaliste ne touche qu'une infime partie du secteur agricole de la production nationale.

Les rapports de production dominants au sein de l'agriculture,

secteur fondamental de notre économie, demeurent pré-capitalistes et montrent de profonds traits féodaux.

Ces traits se sont définis historiquement à partir du mode de production et de l'étape d'organisation sociale féodale instaurée en Haïti au moment de la rupture du système esclavagiste et de la condition coloniale à la fin du XVIIIe siècle.

Il se sont maintenus depuis lors, étant donné que l'économie interne dans le cadre de la domination néo-coloniale et impérialiste n'a pas manifesté de dynamisme suffisant pour développer des rapports de production capitalistes.

Il en est résulté que le mode de production et les rapports de production de même que l'organisation sociale dominants au sein de l'économie agraire demeurent pré-capitalistes.

La grande propriété foncière appartenant à des citoyens absentéistes et à de gros paysans, travaillée par des « de moitié » (des fermiers rétribués en nature) représente une des formes dominantes de la tenure et de l'exploitation féodales.

Les travailleurs de la terre sont féroce­ment exploités, selon le système de la rente en produit ou en travail et des redevances personnelles; le surplus de leur travail est accaparé par les féodaux propriétaires fonciers.

La grande masse de la paysannerie est constituée par des paysans sans terre, "djobeurs", domestiques, "de moitié" ou des petits habitants qui cultivent des lopins de terre minuscules dans le cadre d'une économie de très faible productivité et qui est avant tout une économie de subsistance.

Les niveaux de circulation monétaire sont des plus faibles et l'économie marchande, au sein de cette masse de la paysannerie, est des plus rachitiques.

Les flux monétaires provenant des exportations ou de la vente de certains produits sur le marché interne ne parviennent pas à irriguer l'économie dans son ensemble.

Ces revenus sont plutôt accaparés par les classes dominantes à des fins de consommation, par les intermédiaires à tous les niveaux et par l'appareil d'oppression étatique.

L'accumulation de capital est compromise par le caractère même du système semi-féodal et semi-colonial, et les relations de travail restent fondées sur des rapports de domination féodale.

L'activité agricole attachée à une technologie des plus primitives donne lieu à une très faible productivité, à un niveau insignifiant de la loi de l'offre et de la demande, ce qui maintient le capitalisme marchand à une étape primaire de la spéculation et de l'échange.

Cela contribue à le maintenir tributaire du marché mondial limitant ainsi considérablement sa capacité d'accumulation et, joint à d'autres facteurs, limitant aussi sa capacité de transférer des ressources à des secteurs de production industriels ou agricoles.

La domination impérialiste s'est toujours adaptée à ces rapports de production archaïques qui dominent l'ensemble de l'économie agraire.

Cette adaptation prend les formes les plus diverses.

Dans le secteur du café, principale denrée marchande et de l'économie rurale et nationale (qui représente depuis toujours le lien de dépendance de notre société mono-exploitatrice vis-à-vis du marché mondial), l'impérialisme et ses agents de la bourgeoisie marchande ont toujours exercé leur emprise par le contrôle des canaux de distribution et d'exportation.

Ils ont laissé à la vieille oligarchie terrienne l'exclusivité de sa production qui peut se réaliser dans les conditions les plus avantageuses pour les grands propriétaires fonciers, tout en assurant des bénéfices considérables à la bourgeoisie marchande.

Notre pays remplit ainsi sa fonction de fournisseur de produits agricoles.

Là où ces exportations exigent capital et technologie, l'impérialisme s'est consacré au faire-valoir direct, créant un secteur de pénétration capitaliste étroitement lié aux rapports de production traditionnels.

Tel est par exemple le cas de la HASCO (Haytian American Sugar Co.) qui fonctionne en étroite liaison avec les grands propriétaires fonciers.

Dans d'autres domaines, la pénétration prend parfois les caractéristiques de l'enclave minière (Sedren, Reynolds, etc.), la formule la plus primitive et pillarde de l'exploitation coloniale, ou encore elle s'oriente vers des secteurs d'activité sans capacité productrice pour l'ensemble de l'économie du pays.

Tout au cours de la crise générale du pays, des manufactures ont été introduites dans le pays pour tirer profit de la main-d'œuvre bon marché.

Elles participent dans une proportion croissante à la production industrielle destinée surtout au marché des Etats-Unis (pièces détachées d'appareils électroniques, balles de base-ball, lingerie, etc.).

Ces entreprises utilisent peu ou pas de matières premières locales, ce qui limite au minimum les effets de stimulation sur le marché interne en dépit de la main-d'œuvre qu'elles emploient.

En conséquence, le développement capitaliste, dépendant de cette particularité de la domination impérialiste est peu vigoureux et ne parvient pas à absorber l'excédent de population agricole chassé chaque année des campagnes et des mornes par la crise agraire, ni à absorber les sans-travail du secteur urbain, ni à ralentir la dégradation de la production globale.

Ce modelage de l'économie nationale selon la volonté des puissances impérialistes dominantes et surtout des trusts des Etats-Unis a contribué à faire de la bourgeoisie haïtienne une bourgeoisie subordonnée à l'impérialisme.

Soit qu'elle opère comme distributrice de biens manufacturés importés, soit qu'elle assure l'exportation de produits agricoles pour le marché capitaliste mondial, cette bourgeoisie est vitalemement liée à l'impérialisme et fait partie intégrante des rapports de domination-dépendance de l'impérialisme avec notre pays.

Elle ne peut donc objectivement manifester aucun intérêt au développement d'une industrie nationale et à une lutte contre la mainmise de l'impérialisme sur notre pays.

Seule une infime partie de la bourgeoisie engagée dans le secteur capitaliste dont les activités sont liées au marché local, utilisant le capital local et les matières premières du pays (totalement ou partiellement), subit les restrictions résultant de la domination impérialiste.

Mais ces capitalistes ne parviennent pas à une autonomie face au capitalisme monopoliste. Hormis certaines options d'ordre individuel, leurs contradictions secondaires avec l'impérialisme ne les empêchent pas de participer au comportement global de la bourgeoisie.

Les secteurs des classes moyennes sont façonnés dans leur attitude économique, leur activité d'intermédiaire, leur occupation et leurs aspirations comme consommateurs, par ce moule global de domination.

L'Etat parasitaire qui tire ses ressources fiscales de la spoliation du peuple et des structures commerciales de l'importation et de l'exportation, joue son rôle de force d'oppression au service des classes possédantes.

C'est l'institution clé du système de domination-dépendance au service de l'impérialisme.

De cette contradiction de classe au sein de la formation économico-sociale haïtienne, découle un certain nombre de contradictions.

En premier lieu, la fondamentale, celle opposant les classes et couches nationales au bloc dominant constitué par les féodaux propriétaires fonciers, la bourgeoisie import-export, la bourgeoisie industrielle au service de l'impérialisme nord-américain.

Ces forces de domination internes et externes sont soudées entre elles au niveau du pouvoir d'Etat.

Cette contradiction bloque le développement économique, social et culturel de la nation.

D'un côté, les forces d'oppression tirent le plus grand profit de leur domination: l'impérialisme, sûr la base des dividendes, des intérêts et de la détérioration des termes de l'échange; la bourgeoisie, à partir de bénéfices considérables (plus-value, profits commerciaux); les féodaux au moyen de la rente féodale; les membres de l'appareil étatique, par le vol et l'expropriation, la concussion et les hauts salaires.

De l'autre côté, la masse du peuple connaît une misère croissante, les niveaux de vie se détériorent, les salaires des ouvriers, les revenus des paysans, des artisans et "d'jobeurs", de larges secteurs des classes moyennes se dégradent dans le cercle infernal de la crise des structures qui frappe les couches les plus larges de la population.

CONDITIONS OBJECTIVES ET LUTTES RÉVOLUTIONNAIRES

“La structure économique de la société à chaque moment historique est la fondation réelle sur laquelle s'érige ensuite, en dernière instance, tout l'édifice des institutions juridiques et politiques, de l'idéologie religieuse, philosophique de chaque périodes”.

A partir de ce postulat du matérialisme qu'Engels établissait déjà de façon rigoureuse dans *l'Anti Dühring* (1878), le régime politique haïtien apparaît comme la conséquence objective des conditions concrètes de

production de notre société.

Le duvaliérisme, quintessence du régime politique traditionnel, correspond à l'étape actuelle de crise du système économique sous-développé et dépendant de notre pays et à la crise du système mondial capitaliste secoué par ses propres contradictions et par la montée impétueuse des forces révolutionnaires dans le monde.

De là, la violence extrême de ses méthodes et l'usage systématique de la terreur comme moyen d'étouffer toute résistance ou revendication des masses laborieuses.

Ce régime représente les secteurs les plus réactionnaires, pillards et parasites de la société haïtienne, il fonctionne à leur profit, il est intégré au système capitaliste mondial il sert les intérêts de l'impérialisme.

Il utilise comme pièce de la machine de répression et de mort des militaires de profession, miliciens ou tontons macoutes, des hommes de paille, criminels ou déclassés de toute condition en quête de vol, de rapine ou simplement de gagne-pain.

C'est un pouvoir d'oppression économique au service de l'impérialisme, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie qui exécute à des niveaux divers de la hiérarchie tonton macoutes, une politique systématique de dépossession des paysans pauvres et des ouvriers de l'industrie par leur exploitation intensive, et qui prétend renforcer la bourgeoisie locale et l'élite traditionnelle par de nouvelles couches privilégiées qui viennent souder les intérêts de classe de la bourgeoisie haïtienne et ceux du gang duvaliériste.

C'est un pouvoir terroriste qui opère en dehors de toute loi par des

emprisonnements arbitraires, le viol, la torture, l'assassinat, les massacres collectifs, la pratique des représailles contre les parents de ses victimes, qui prétend briser toute participation populaire à la vie politique et qui utilise, pour ce faire, un réseau impressionnant de bureaux, d'assassins, d'espions et de délateurs opérant à l'échelle des quartiers ou des sections rurales, des villes, à l'échelle du pays tout entier.

Un système qui s'identifie totalement avec le système socio-économique et les vieilles traditions en vigueur en Haïti depuis plus d'un siècle et demi, et qui en représente la suprême cristallisation.

Dans son évolution, il a rallié toutes les institutions et tous les secteurs qui forment l'ordre traditionnel d'exploitation du peuple d'Haïti: la bourgeoisie, les grands propriétaires fonciers, les agents directs de l'impérialisme, les militaires haut-gradés les plus rétrogrades, le haut clergé, les intellectuels corrompus, les politiciens les plus véreux et les pratiques les plus avilissantes et machiavéliques des classes dirigeantes haïtiennes.

Un pouvoir d'oppression idéologique qui s'est appliqué à mystifier le peuple en se présentant comme "la révolution des masses de l'arrière-pays", utilisant une doctrine "nationalisante" verbale et creuse, des slogans de négritude et d'africanisme, en même temps qu'il piétine les masses noires.

Un gouvernement antinational qui vend le pays au capital étranger, qui a réitéré en plus d'une occasion son désir de faire d'Haïti un second Porto Rico, qui a offert à l'impérialisme une partie du territoire national pour l'installation de bases militaires, qui a sollicité plus d'une fois l'intervention directe de la marine des Etats-Unis en Haïti, qui a soumis le pays à l'action des organismes policiers des Etats-Unis et aliéné de

façon non équivoque la souveraineté nationale.

Un pouvoir enfin dont la seule ambition est de maintenir sa position dans le but de fortifier les privilèges des classes oligarchiques d'Haïti et de l'impérialisme nord-américain, de conserver les droits illimités de pillage et de vol pour la minorité qu'il représente contre le bonheur et le progrès du peuple haïtien.

Les conditions concrètes de chaque formation économique et sociale, à une étape déterminée de son développement historique et de son évolution politique, déterminent la stratégie globale de la révolution, c'est-à-dire le caractère et les objectifs de la révolution.

Une fois fixée la stratégie en fonction de l'évolution concrète des moments politiques et de la corrélation des forces sociales et politiques dans chaque situation concrète, le parti du prolétariat détermine les moyens tactiques en vue de la prise du pouvoir politique.

Nous autres, communistes haïtiens, dès avant la fusion des deux organisations et la constitution du PUCH, nous avons établi, de façon assez inarticulée il est vrai, la stratégie globale de la révolution haïtienne, la définissant comme une révolution anti-féodale, anti-impérialiste, avec le socialisme comme objectif.

Dans nos efforts de définition tactique, nous avons établi la nécessité de la lutte armée avec la guérilla comme chaînon principal de la lutte qui devrait, dans son développement, conduire à la guerre populaire par la mobilisation du peuple sur des objectifs anti-féodaux, anti-impérialistes et de caractère socialiste.

Le tout dans une perspective dialectique qui tienne compte de la liaison intime, indissociable, entre la dictature et le pouvoir des féodaux, des

bourgeois industriels et commerçants et de l'impérialisme.

Parmi ces conditions objectives, existant en dehors de la conscience, de nature à conditionner, à exercer une incidence donnée sur l'organisation d'avant-garde, nous avons retenu les points suivants:

a) La faiblesse numérique de la classe ouvrière et le fait qu'elle n'ait jamais été organisée même sur le plan strictement syndical et revendicatif (si ce n'est partiellement pendant la courte existence de l'Union intersyndicale). Le poids de la paysannerie (85% de la population totale) composée surtout de petits exploitants (métayers et fermiers), de petits propriétaires (travaillant dans le cadre de la petite économie marchande ou de l'économie de subsistance) et de paysans sans terre.

b) L'inexistence d'organisation au sein de cette masse qui comprend le prolétariat agricole et des "djobeurs" saisonniers en règle générale, intégrés à une exploitation familiale au rang de domestiques.

c) L'existence d'une armée considérable de sans-travail, non seulement au niveau du prolétariat mais aussi au sein des couches moyennes, créant un grand nombre de mécontents non prolétaires, sensibles à l'idéologie socialiste et attirés par l'activité révolutionnaire, mais d'essence et de mentalité petites-bourgeoises.

d) Le manque de politisation et de tradition de lutte organisée sur le plan démocratique (partis ou organisations professionnelles), ce qui limite la participation des masses à la vie politique, rend difficile la perception même de la possibilité de l'organisation politique clandestine. Cette situation engendre des prémisses à l'attentisme et à la

passivité, permettant ainsi aux dirigeants de mieux asseoir leur domination.

e) Le caractère restreint des ressources techniques mobilisables pour la lutte révolutionnaire qui découle du bas niveau de développement des forces productives (faible développement industriel) et du niveau général de l'éducation publique, de facteurs historiques précis (désarmement et non préparation militaire de la population), alors que l'appareil d'oppression est directement lié à une métropole techniquement avancée.

f) Le climat de terreur instauré par le gouvernement duvaliériste qui a neutralisé les possibilités spontanées ou même organisées d'action démocratique et patriotique large, freinant ainsi de manière considérable le travail de mobilisation et d'éducation des masses.

Depuis le début de la dictature duvaliériste, nous avons appris dans notre lutte et suivant les exigences propres au moment historique, à tenir compte non seulement de la répression fasciste mais de chacun des facteurs antérieurement signalés qui sont liés au stade de développement de notre formation sociale.

Notre lutte a dû apprendre à être clandestine et, à mesure que se modifiaient nos tactiques de lutte, il fallut modifier nos formes d'organisation vers plus de discipline de lutte conspirative.

Durant le processus d'unification qui conduisit à la constitution du PUCH et la brève période d'avant l'offensive ennemie, notre parti travailla d'arrache-pied à définir de façon plus précise ses objectifs stratégiques et tactiques.

Il s'efforça de préparer la lutte armée, convaincu qu'à la violence

réactionnaire il faut opposer la violence révolutionnaire organisée des masses.

Il n'arriva pas cependant à un redressement total correspondant aux exigences de préparation de la lutte armée

Aujourd'hui que nous nous relevons des coups de l'ennemi, aucun effort tendant à élever notre parti à la hauteur des exigences historiques, à redéfinir la ligne stratégique et tactique pour une application rigoureuse, ne saurait être valable si nous ne soumettions pas à une sévère autocritique les erreurs théoriques et pratiques, idéologiques et organisationnelles, qui sont à la base des événements de 19~9-1970 et qui ont causé un sérieux préjudice a la lutte révolutionnaire du peuple haïtien.